



UPRONA

C/145/95

PARTI DE L'UNITE POUR LE PROGRES NATIONAL

Cabinet du Président

Bujumbura, le _____

UPRONA/800/

Objet :

Annexe :

DECLARATION DU PARTI UPRONA.

Depuis quelques jours l'opinion était saisie de l'affaire NDABITOREYE Audifax, ancien administrateur général des services de renseignement.

On se rappelle: Monsieur NDABITOREYE avait été soustrait des poursuites de la Justice par des militaires de l'Unité de Sécurité des Institutions. Lorsque les gendarmes chargés d'exécuter le mandat d'arrêt décerné à Monsieur NDABITOREYE, ils se sont heurtés à l'opposition des agents de l'USI, ils ont laissé Monsieur NDABITOREYE sous la protection de ceux-ci.

Nous venons d'apprendre que Monsieur NDABITOREYE a fui le pays pour se soustraire aux poursuites judiciaires.

Dans le contexte actuel du Burundi, ce fait est très grave. Car Monsieur NDABITOREYE ancien administrateur général de la documentation est poursuivi pour atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat, pour collaboration avec l'ennemi qui fait la guerre au pays; sur base de témoignages d'assaillants arrêtés lors des combats.

Les informations les plus fiables mettent en cause la responsabilité du Président de la République dans les démêlés de Monsieur NDABITOREYE avec la Justice. C'est lui qui a ordonné aux militaires de l'USI de s'opposer à l'arrestation de Monsieur NDABITOREYE. Il n'est donc pas étranger à sa fuite.

Le comportement du Président de la République dans cette affaire est très grave. Ce comportement est une preuve supplémentaire que le Chef de l'Etat est loin de combattre l'impunité du crime. Ce comportement engage incontestablement sa responsabilité constitutionnelle et pénale dans une affaire de grave importance pour l'Etat burundais.

L'UPRONA le tient jusqu'à preuve du contraire, pour responsable des actes d'obstruction et de sabotage de l'action de la Justice dans une affaire où le chef des services de renseignement s'est mis en intelligence avec l'ennemi en guerre contre le pays et les institutions.

Pire, une fois de plus le Chef de l'Etat se trouve compromis et complice des auteurs de guerre coalisés avec les forces du génocide rwandais dans leur entreprise macabre de déstabiliser et créer l'hécatombe dans la sous-région.

2

C'est pourquoi l'UPRONA demande à tous les concernés, en particulier le Bureau du Forum des Négociations à organiser des réunions urgentes du Conseil National de Sécurité et du Cadre de Concertation pour que ces instances examinent la situation créée par le comportement du Président de la République au regard de la sécurité du pays.

L'UPRONA interpelle les représentants spéciaux de l'ONU et de l'OUA, dépositaires de la Convention de Gouvernement pour qu'ils pèsent de tout leur poids afin que les comportements du Chef de l'Etat ne compromettent pas plus longtemps les chances de sécurité et de réconciliation mises en avant par la Convention de Gouvernement.

L'UPRONA exprime son soutien aux instances judiciaires et leur demande de tout entreprendre pour rechercher et faire arrêter NDABITOREYE Audifax, les auteurs de guerre et tous les tenants du génocide.

L'UPRONA interpelle la communauté internationale et les forces intérieures acquises aux droits de l'homme pour qu'ils refusent l'impunité du crime.

Fait à Bujumbura, le 10 Novembre 1995

LE PRESIDENT DU PARTI UPRONA,

